

Les pays riverains veulent développer les transports autour du lac Tanganyika

France Tv Info, 10/11/2017 Bujumbura, la capitale burundaise, a abrité début novembre 2017, une réunion régionale sur la modernisation du transport sur et autour du lac Tanganyika. Elle a rassemblé des représentants des quatre pays riverains : le Burundi, la République démocratique du Congo, la Tanzanie et la Zambie, ainsi que la Banque mondiale qui a promis 600 millions de dollars de financement.

Les experts appellent cela le transport intégré. Il s'agit d'associer dans une chaîne logistique tous les moyens de transport: voie d'eau, route, ferroviaire. Pour les pays riverains du lac Tanganyika, ce concept est vital. Car le lac, second d'Afrique par sa superficie, est à la fois une chance et un problème. Il s'étend sur 32.900 km², soit la taille de la Belgique. Un obstacle liquide qui s'étend sur 677 km de long et baigne quatre pays. Mais cette véritable «mer» intérieure est aussi une formidable voie de communication à peu de frais. Le passage par le lac a l'avantage de ne rien coûter en infrastructure et en entretien. Au prix de quelques aménagements portuaires, on peut relier l'Afrique centrale (Congo) à l'Afrique de l'est (Burundi) et à l'Afrique australe (Zambie). La Banque mondiale a accepté de financer une multitude de projets de développement sur le lac. Des voies ferrées, des routes, doivent à terme prolonger le transport effectué sur le lac Tanganyika. Ce maillage doit relier les pays riverains et ainsi développer l'économie. Les élus attendent beaucoup du développement du transport intégré sur le lac. Selon Salvator Nakumuryango, du ministère des Transports burundais, même les particuliers en ressentiront les bénéfices. «Selon les projections déjà envisagées, il y aura une réduction d'au moins 30% sur le tarif de transport, ce qui va se répercuter sur le prix de revient des marchandises», a-t-il déclaré à l'agence de presse Anadolu Agency. La Communauté des Etats d'Afrique de l'Est (CAE) a déjà établi la liste des travaux. L'essentiel de l'enveloppe, 500 millions de dollars sur les 600, sera consacré à l'extension et la modernisation des infrastructures de transport. Ainsi, il s'agira de relier par voie ferrée Bujumbura à la seconde ville du Burundi, Gitega. Ceci n'est sans doute pas un hasard. En effet, régulièrement on reparle du déplacement de la capitale du pays au profit de cette ville. Gitega, ancienne capitale des colonisateurs, est également le berceau des tambourinaires emblématiques du pays. Le Burundi tient absolument à profiter de cette manne pour se désenclaver vers le Sud et l'Est. Il attend la construction d'une ligne de chemin de fer qui serait raccordée aux différents ports de l'océan indien, y compris celui de Durban, en Afrique du Sud. En Tanzanie, la ville de Kigoma sur les rives du Tanganyika sera reliée par chemin de fer à Dar es Salam, la principale ville du pays sur l'océan Indien, en passant par la capitale Dodoma. Cela devrait accroître le trafic portuaire à destination des pays de la CAE, qui est actuellement de trois millions de tonnes par an. Les eaux du lac ne sont pas oubliées pour autant. «Cet argent va contribuer à l'amélioration des ports de Bujumbura, de Kigoma (nord-ouest de la Tanzanie), de Mpulungu (nord de la Zambie)», a précisé le secrétaire général de la CAE, Libérat Mpfumukeko. Ajoutons qu'il s'agira aussi d'investir dans des bateaux modernes, et enfin de protéger la biodiversité du lac. Le projet est ambitieux et on peut se demander si les 600 millions de dollars suffiront à tout financer. De même, aucun calendrier n'a été avancé pour la réalisation des travaux. Par Jacques Deveaux

(adsbygoogle = window.adsbygoogle || []).push({});